

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère des solidarités et de la santé

Décret n°XXX-2021 du
relatif aux conditions d'implantation de l'activité de médecine

NOR :

Publics concernés : les établissements de santé actuellement autorisés à l'activité de médecine, les autres titulaires d'autorisation d'activités de soins, les agences régionales de santé, les patients

Objet : définition des conditions d'implantation de l'autorisation d'activité de médecine

Entrée en vigueur : les conditions d'implantation entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023

Notice : ce décret fixe les conditions d'implantation pour l'activité de médecine. Il prévoit les conditions de l'autorisation de l'activité et ses dispositions transitoires.

Références : le texte créé par le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance - <http://www.legifrance.gouv.fr>

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de la santé publique et notamment les articles L. 6122-1, L.6123-1 et R. 6122-25 ;

Vu l'ordonnance 2021-583 du 12 mai 2021 portant modification du régime des autorisations d'activités de soins et des équipements matériels lourds ;

Vu l'avis du conseil central d'administration de la Mutualité sociale agricole en date du ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance maladie en date du ;

Vu l'avis du conseil de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie en date du ;

Vu l'avis du Comité national de l'organisation sanitaire en date du ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Décrète :

Article 1^{er}

Au chapitre III du titre II du livre Ier de la sixième partie du code de la santé publique, est ajoutée une section [XX] ainsi rédigée :

« Section [XX] »

« Activité de médecine »

« Art. R. 6123-(1). – L'activité de soins de médecine assure la prise en charge polyvalente ou spécialisée, en hospitalisation à temps complet ou partiel, des patients dont l'état de santé nécessite des soins à visée diagnostique, thérapeutique ou palliative, une surveillance ou un suivi de nature médicale.

« Elle peut comporter des actes techniques à visée diagnostique ou thérapeutique utilisant s'il y a lieu l'imagerie médicale.

« Elle comporte des actions de prévention et d'éducation à la santé.

« Art. R. 6123-(2). – L'hospitalisation à temps partiel correspond à une durée de soins inférieure ou égale à douze heures, ne nécessitant pas d'hébergement, pour des patients dont l'état de santé est compatible avec ce mode de prise en charge. Les prestations délivrées sont similaires par leur nature, leur complexité et la surveillance médicale qu'elles requièrent à celles habituellement effectuées dans le cadre d'une hospitalisation à temps complet.

« Art. R. 6123-(3). – I. – Le type de patients pris en charge, adultes ou enfants et adolescents, est précisé dans la demande d'autorisation et mentionné dans la décision d'autorisation.

« II. – Si la demande d'autorisation mentionne uniquement la prise en charge d'adultes, le titulaire n'est pas autorisé pas à prendre en charge des enfants et adolescents âgés de moins de 18 ans.

« A titre exceptionnel, en fonction des besoins de prise en charge, le titulaire peut accueillir des patients âgés de 16 ans et plus, en accord avec le patient et le responsable légal.

« A titre exceptionnel, afin d'assurer la continuité des soins, le titulaire prenant en charge uniquement des enfants et adolescents peut poursuivre la prise en charge de jeunes adultes lorsque leur état de santé le justifie.

« Art. R. 6123-(4). – L'autorisation de médecine ne peut être accordée que si le titulaire dispose sur son site :

« 1° Des moyens d'hospitalisation à temps complet et à temps partiel, adaptés à l'âge et à l'autonomie du patient ;

« 2° D'une organisation permettant l'accueil des patients en séjour programmé ou en admission directe pour un séjour non programmé lorsque leur état de santé l'exige et à la demande expresse d'un médecin ;

« 3° D'un moyen de communication direct avec la médecine de ville, la médecine d'urgence et les médecins des autres établissements de santé du territoire, permettant de répondre aux besoins d'hospitalisation, notamment des personnes âgées avec des polypathologies et à risque de perte d'autonomie.

« Si la typologie des prises en charge assurées par la structure autorisée et les compétences médicales et paramédicales associées ne permettent pas de mettre en œuvre de l'hospitalisation à temps partiel, l'agence régionale de santé compétente peut autoriser le titulaire, le cas échéant pour une durée limitée, à déroger à l'obligation de disposer de moyens d'hospitalisation à temps partiel mentionnée au 1° du présent article. La dérogation ne peut être accordée que si le titulaire établit une convention avec une structure respectant la disposition mentionnée au 1° du présent article.

« Art. R. 6123-(5). – Le titulaire de l'autorisation de médecine dispose dans un délai compatible avec la sécurité des prises en charge d'un accès, sur site ou par convention, aux :

« 1° Examens d'imagerie médicale notamment par scanographe à utilisation médicale et par appareil d'imagerie ou de spectrométrie par résonance magnétique nucléaire ;

« 2° Examens de biologie médicale et d'anatomopathologie.

« Art. R. 6123-(6). – Le titulaire organise la continuité des soins des patients hospitalisés de manière à garantir un délai d'intervention du médecin compatible avec la sécurité des soins.

Cette organisation peut être commune à plusieurs sites d'un même établissement de santé ou entre plusieurs établissements de santé.

« Art. R. 6123-(7). – Le titulaire participe, en tant que de besoin, à la permanence des soins.

« Art. R. 6123-(8) – I– Le titulaire de l'autorisation organise, sur site ou par convention, pour le cas où l'état de santé du patient le nécessiterait, son transfert dans une unité d'hospitalisation, adaptée à l'âge du patient, relevant des activités de soins suivantes :

« 1° Réanimation ;

« 2° Soins médicaux et de réadaptation ;

« 3° Psychiatrie ;

« 4° Hospitalisation à domicile.

« II– Le titulaire organise l'aval des séjours en médecine dans le cadre d'un parcours personnalisé en s'appuyant sur l'organisation des filières de soins du territoire.

« Art. R. 6123-(9). – I. – Le titulaire de l'autorisation de médecine pour les adultes organise, sur site ou par convention dans des délais compatibles avec la sécurité des soins, l'accès à une compétence gériatrique ou de médecine polyvalente.

« II. – Le titulaire contribue à la fluidité du parcours de santé des personnes âgées dépendantes ou à risque de perte d'autonomie, en lien avec la médecine d'urgence, la médecine de ville, le secteur médico-social et les dispositifs d'appui à la coordination des parcours de santé complexes mentionnés à l'article D. 6327-1 du code de la santé publique.

« Art. R. 6123-(10). – Le titulaire d'une autorisation de médecine pour les enfants et les adolescents fait partie de la filière des soins pédiatriques du territoire visant à renforcer les coopérations pour fluidifier les parcours des patients notamment pour répondre aux besoins d'expertise à distance. Le titulaire participe également à la filière des soins critiques pédiatriques.

« Art. R. 6123-(11). – I. – Le titulaire s'assure du recueil et de l'analyse de données issues des pratiques professionnelles dans une finalité d'amélioration des pratiques et de gestion des risques.

« II. – Le titulaire met en place un dispositif de gestion des lits de médecine ou participe à un dispositif mis en place par le groupement hospitalier de territoire auquel il appartient, le cas échéant, ou mis en place conjointement avec d'autres établissements. ».

Article 2

I. – Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023.

II. – Les schémas régionaux de santé prennent en compte les dispositions du présent décret au plus tard le 1^{er} novembre 2023.

III. - Les titulaires d'autorisations de médecine mentionnés au 1^o de l'article R.6122-25 du code de la santé publique, délivrées en application des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret, en cours lors de l'ouverture de la première période mentionnée au quatrième alinéa de l'article L. 6122-9 du code de la santé publique, postérieure au 1^{er} juin 2023, déposent une nouvelle demande d'autorisation pour l'activité de soins de médecine lors de ladite période. Par dérogation à l'article R. 6122-32 du même code, cette demande fait l'objet d'un dossier spécifique selon les modalités fixées par arrêté du ministre chargé de la santé.

Les demandeurs peuvent poursuivre l'exploitation de leur autorisation jusqu'à ce qu'il soit statué sur leur demande dans les conditions prévues à l'article L. 6122-9 du code de la santé publique.

IV. - Sous réserve que soient remplies les conditions prévues aux 1^o et 2^o de l'article L. 6122-2 du code de la santé publique, l'autorisation n'est accordée qu'à la condition que le demandeur s'engage à se mettre en conformité avec le 1^o de l'article R. 6123-(4) du même code, dans un délai de deux ans à compter de la publication du présent décret.

Lorsqu'à l'expiration de ces délais, il est constaté que le titulaire de l'autorisation n'est pas en conformité avec les dispositions du code de la santé publique, l'autorisation fait l'objet des mesures prévues à l'article L. 6122-13 du code de la santé publique.

Article 3

Le ministre des solidarités et de la santé est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris le

Le ministre des solidarités et de la santé,

Olivier VÉRAN